

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TE VEA NO TAHITI.

Mahina pas 36 Februarie 1875.

MATAPI, 24. — N°

Prix de l'abonnement (par dépôt d'annonces):
On an... 18 fr.
Six mois... 100 fr.
Trois mois... 200 fr.
Un an... 300 fr.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

Prix des Annonces (en comptant):

Les dépositions... 10 c.
Annonce à la ligne... 10 c.
Annonce à la page... 10 c.
Les annonces réservées se paient au double du prix de la première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE.
Arrêté sujettant la décision qui échut à M. Davoust, licencié en droit, plaidant devant les tribunaux de Papeete en qualité d'avocat, pour siège aux sessions du tribunal criminel en cas d'emprisonnement de M. Baudin, lieutenant de juge; — important arrêté qui porte défense à ce qu'il soit appliqué à ce plaidant une peine disciplinaire conformément à l'article 40 de l'arrêté du 16 mai 1873.

Arrêté sujettant la décision qui échut à M. Davoust, licencié en droit, plaidant devant les tribunaux de Papeete en qualité d'avocat, pour siège aux sessions du tribunal criminel en cas d'emprisonnement de M. Baudin, lieutenant de juge; — important arrêté qui porte défense à ce qu'il soit appliqué à ce plaidant une peine disciplinaire conformément à l'article 40 de l'arrêté du 16 mai 1873.

Arrêté sujettant la décision qui échut à M. Davoust, licencié en droit, plaidant devant les tribunaux de Papeete en qualité d'avocat, pour siège aux sessions du tribunal criminel en cas d'emprisonnement de M. Baudin, lieutenant de juge; — important arrêté qui porte défense à ce qu'il soit appliqué à ce plaidant une peine disciplinaire conformément à l'article 40 de l'arrêté du 16 mai 1873.

Arrêté sujettant la décision qui échut à M. Davoust, licencié en droit, plaidant devant les tribunaux de Papeete en qualité d'avocat, pour siège aux sessions du tribunal criminel en cas d'emprisonnement de M. Baudin, lieutenant de juge; — important arrêté qui porte défense à ce qu'il soit appliqué à ce plaidant une peine disciplinaire conformément à l'article 40 de l'arrêté du 16 mai 1873.

Arrêté sujettant la décision qui échut à M. Davoust, licencié en droit, plaidant devant les tribunaux de Papeete en qualité d'avocat, pour siège aux sessions du tribunal criminel en cas d'emprisonnement de M. Baudin, lieutenant de juge; — important arrêté qui porte défense à ce qu'il soit appliqué à ce plaidant une peine disciplinaire conformément à l'article 40 de l'arrêté du 16 mai 1873.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu la décision du 26 décembre 1873 qui a désigné M. Davoust, avocat, pour siège aux sessions du tribunal criminel en cas d'emprisonnement de M. Baudin, lieutenant de juge;

Attendu que les circonstances qui avaient rendu nécessaire la désignation de M. Davoust n'existent plus;

Considérant, au surplus, que M. Davoust s'est mis dans l'impossibilité de conserver lesdites fonctions par ses agissements hostiles à M. le chef du service judiciaire;

Vu l'article 41 du décret du 16 août 1868;

Sur le rapport et la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. La décision du 26 décembre 1873 désignant M. Davoust pour siège au tribunal criminel, en cas d'emprisonnement de M. le lieutenant de juge, est et demeure rapportée.

Art. 2. En cas d'absence ou d'empêchement de M. le président du tribunal de première instance, il sera remplacé comme juge au tribunal criminel par le défenseur le plus ancien, et à défaut de celui-ci, par celui des défenseurs non empêchés, en suivant l'ordre suéccincte.

Art. 3. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Message de Tahiti*, inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1875.
Oe GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

Louis de Lavaud.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu le rapport de M. le chef du service judiciaire en date du 1^{er} décembre 1874 signalant à notre autorité M. Davoust, licencié en droit, plaidant devant les tribunaux de Papeete, pour des manquements très-graves à ses devoirs professionnels, ledit rapport concilier à ce qu'il soit appliqué à ce plaidant une peine disciplinaire conformément à l'article 40 de l'arrêté du 16 mai 1873;

Vu notre décision du 3 décembre dernier appelant les magistrats en chambre de conseil à statuer sur la gravité des faits reprochés à M. Davoust, et sur la nature et la durée de la peine disciplinaire à lui infliger, ou à plaider;

Vu la délibération en chambre de conseil des membres des tribunaux en date du 12 décembre 1874, de laquelle il résulte que M. Davoust n'étant pas défenseur nommé par le Commandant, n'est pas soumis aux règles disciplinaires édictées par l'arrêté du 16 juillet 1870;

Attendu que M. Davoust, qui n'est que licencié en droit et n'a pas acquis le titre d'avocat, a été admis cependant par le tribunal supérieur de Papeete, à l'audience du 8 décembre 1873, à prêter serment en qualité d'avocat, et que le même tribunal a ordonné son inscription au tableau de l'ordre des avocats qui n'existe pas;

Attendu que l'ordre des avocats de ce tribunal n'a pas été promulgé dans la colonie, notamment la loi du 22 ventôse an XII et le décret du 22 mars 1852, en vertu desquels la présentation de serment de M. Davoust a été requise par le ministère public;

Que par suite de la non promulgation de l'ordonnance du 22 novembre 1852 et du décret du 22 mars 1852 qui déterminent les mesures disciplinaires contre les avocats, M. Davoust, dans l'exercice de sa profession, échappe à l'application de l'ordonnance et du décret précités, et qu'il trouve ainsi à l'abri de toutes les répressions auxquelles ces écrits habellots peuvent donner lieu;

Vu l'article 37 du décret du 16 août 1868;

Sur le rapport du chef du service judiciaire,

Déisions :

Art. 1^{er}. Il est interdit à M. Davoust, licencié en droit, de plaider.

et de conclure devant les tribunaux de Papeete en qualité d'avocat, telle qu'il n'a pas.

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée, enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1875.

Oe GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

Louis de Lavaud.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'article 37 du décret du 16 août 1868;

Vu l'article 29 de l'arrêté du 23 mars 1869;

Vu l'arrêté du 24 mai 1870 portant nomination de deux défenseurs et permettant provisoirement la présence de deux représentants devant les tribunaux français de Papeete par des mandataires spécialement choisis par elles en dehors des défenseurs nommés par le dit arrêté;

Vu l'arrêté en date du 10 mai 1873 nommant un troisième défenseur;

Vu l'arrêté du 16 juin 1870 concernant les obligations et les règles de discipline imposées aux défenseurs près les tribunaux du Protectorat ;

Ensemble les instructions ministrielles du 17 août 1870, publiées au *Bulletin officiel de l'Océanie* (année 1870, p. 226) ;

Attendu que, aux termes de l'article 37 du décret du 16 août 1868, il peut être institué, au moyen d'arrêté, des défenseurs près les tribunaux français de l'Océanie ; mais qu'il convient, pour éviter les difficultés de ces officiers ministériels, d'adopter l'ordre du jour de la cour de l'administration judiciaire et de faire déterminer le nombre ;

Considérant que trois défenseurs, nommés par les accusés univis, doivent soit en exercice simultanément, suffisent aux besoins du service ; qu'il est dès lors de toute justice et de toute équité de réservé à ces trois défenseurs le droit de représenter les parties devant les tribunaux ; que cette mesure, conforme aux dispositions de l'article 37 du décret organique, est également de nature à assurer les justiciables contre la cupidité ou l'inexécution d'agents d'affaires n'offrant aucune des garanties prescrites et qui, dans certains jours hors de leur règle disciplinaire, déchappent, par cette raison, à la surveillance rigoureuse à laquelle sont soumis les défenseurs régulièrement institués ;

Considérant que ces derniers sont, en outre, tenus à une sévère discipline et que, pour exercer leur profession, il faut encore pourvoir au paiement d'une partie ; qu'on ne saurait par suite leur refuser plus longtemps le privilège existant en leur faveur, dans l'arrondissement du 17 août 1868, de conclure et de plaider devant les tribunaux à l'exclusion de tous mandataires officieux, chaque fois que les parties consentent à la faculté qui leur est accordée de se défendre elles-mêmes ;

Attendu, au surplus, que l'ordre des avocats n'est pas institué dans les Etats du Protectorat ni dans les Etablissements français de l'Océanie, où le harreau est formé de défenseurs qui tiennent leur origine et leur pourvoir d'un décret organique et leur investiture du chef de la colonie ; que c'est donc à tort que le tribunal supérieur de Papeete, à l'audience du 8 décembre 1873, a admis un membre de l'ordre des avocats de la métropole à plaider devant les tribunaux, qui n'avait même pas acquis le titre de l'avocat à la date de son inscription au tableau de l'ordre des avocats qui n'existe pas et n'a jamais existé ;

Sur le rapport et la proposition du chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Le nombre des défenseurs près les tribunaux de Papeete est et demeure fixé à trois jusqu'à ce que des besoins nouveaux exigeant ce nombre soit augmenté.

Art. 2. Aux défenseurs régulièrement institués près les tribunaux de Papeete sera appartenir, à partir de la publication du présent arrêté, le droit de plaider et de conclure au nom des parties, lorsque celles-ci renonceront à la faculté qui leur est maintenue de se défendre elles-mêmes, et ce, à l'exclusion de tous mandataires officieux.

Art. 3. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Message de Tahiti*, inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1875.

Oe GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

Louis de Lavaud.

Sieur, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,
Le 26 de l'arrété du 23 janvier 1875, sur la pêche et le commerce des îles de la Société.

Le rapport du Résident des Tuamotu contenant des propositions pour le classement des îles de cet archipel en 1875, conformément à l'arrêté précité :

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur; Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Les îles de l'archipel des Tuamotu sont classées, pour l'année 1875, en ce qui touche la pêche et le chargement des navires, ainsi qu'il est dit ci-après :

1^{re} CATÉGORIE. — *Îles où la pêche est interdite.*

Amava
Tavea
Rikartsa

2^e CATÉGORIE. — *Îles où la pêche est autorisée sur les gisements encore en rapport.*

Takaroa
Manihini
Arikata
Bora-Bora
Katiu
Makemo
Marutea
Ua-Huka
Baraa
Hao

Dans chacune des îles de cette 2^e catégorie, les chefs afficheront à la face-haut les gisements non, en rapport où il est défendu de pêcher.

3^e CATÉGORIE. — *Îles où la pêche est permise sans restriction.*

Toutes les îles de l'archipel autres que celles désignées dans les deux premières catégories.

Art. 2. La pêche des mœurs dans les îles de la 4^e catégorie et sur les gisements prohibés de celles de la 2^e catégorie sera punie des peines prévues à l'article 10 de l'arrêté du 23 janvier 1874.

Art. 3. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, misé au Messager et au Bulletin officiel des Etablissements des Etablissements.

Papeete, le 25 février 1875.

Oe GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur.

La Barre.

Nous, Commandants des Etablissements français de l'Océanie, Commissaires de la République aux îles de la Société, l'Arrêté en date du 2 septembre 1875 laissant défense à la goélette *Daniel Seide* de naviguer sous le pavillon du Protecteur pour avoir arbore le pavillon allemand dans le lagon de l'île Faute (Tuamotu) ;

Vu la réclamation adressée par le propriétaire de cette goélette, le sieur Petersen, à la date du 9 octobre 1874 ;

Vu le rapport de la commission d'enquête appelée à examiner cette réclamation ;

Attendu qu'il ne résulte pas des investigations de la commission d'enquête que le navire *Daniel Seide* se trouvait à Faitae au moment du passage du transport *la Seudre*, et, par suite, que ce soit ce bâtimént qui ait pu arborer le pavillon allemand rencontré par la *Seudre* ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur; Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Est et demeure rapporté l'arrêté sus-visé du 2 septembre 1875, laissant défense à la goélette *Daniel Seide* de naviguer sous le pavillon du Protecteur et prescrivant le retrait des papiers de mât de ce bâtimént.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, misé au Messager et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 24 février 1875.

Oe GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur.

La Barre.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté en date du 2 septembre 1875 portant exclusion du territoire des Etablissements français de l'Océanie des îles du Protectorat, et pour un temps illimité, du sieur Peter Petersen, sujet allemand, résidant à Tahiti, au nom de la propagande politique faite par cet étranger au préjudice de la France;

Vu la protestation adressée par le sieur Petersen contre cette mesure, à la date du 9 octobre 1874;

Vu les procès-verbaux et le rapport d'enquête de la commission nommée pour examiner les justifications produites par l'intéressé;

Attendu qu'il ne résulte pas des investigations de la commission que les justifications produites soient de nature à faire revenir sur la disposition prise à l'égard du sieur Petersen;

Conformément à la délibération du Conseil d'administration en date de ce jour,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Est et demeure maintenu, pour avoir son plein et entier effet, l'arrêté du 2 septembre 1875 portant exclusion du sieur Peter Petersen du territoire des Etablissements français de l'Océanie et des îles du Protectorat.

En conséquence le sieur Petersen devra effectuer son départ dans les délais les plus courts.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, misé au Messager et inséré au Bulletin officiel des Etablissements,

Papeete, le 24 février 1875.

Oe GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur.

La Barre.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

La clôture de l'Exercice 1875 pour le service Colonial et pour le service spécial des transports par terre est fixée au 31 mars prochain.

Les personnes qui ont des créances au compte de ces deux services sont, invitées à se présenter au trésor avec leurs mandats, avant cette date, pour un recevoir le montant.

Les mandats non payés au 31 mars 1875 seront annulés et leur réordonnancement ne pourra avoir lieu qu'en France. 3—1

Enregistrement et Domaines.

CARTERELLE AUX SUCCESSIONS VACANTES.

Les successions des ci-après nommés sont gérées par la curatelle :

1^{er} Bel (Charles), mestre, décédé au mer le 9 février 1875 ;

2^e Kekoa (John), n° 199, immigré austral, décédé à Alphonse le 9 février 1875 ;

3^e Faka (John), n° 92, immigré austral, décédé à Papeete le 6 février 1875.

Les créanciers de ces successions sont invités à présenter leurs titres au bureau de la curatelle, rue des Beaux-Arts, dans le délai d'un mois.

Les débiteurs devront se libérer dans le même délai.

Exposition des Industries maritimes et fluviales.

Le président du Comité central d'Agriculture et de Commerce de Tahiti a l'honneur de rappeler à l'attention les compagnants, producteurs, exportateurs et autres, le circulaire ministériel publié dans le *Messager de Tahiti* du 29 janvier dernier, relative à l'exposition des industries maritimes et fluviales qui doit avoir lieu à Papeete du 10 juillet au 15 novembre 1875.

Il serait à désirer que la colonie de Tahiti, qui a été remarquée dans toutes les expositions qui ont eu lieu jusqu'à ce jour et qui a obtenu dans ces concours de nombreux et flatteurs récompenses, soit également bien représenté à l'exposition qui paraît avoir pour but de mettre en relief toutes les productions coloniales, soit naturelles ou industrielles.

Le président du Comité central d'Agriculture et de Commerce se fait un devoir, à cette occasion, d'encourager vivement les personnes intéressées à vouloir bien envoyer à ce concours le plus grand nombre possible de produits de la colonie, et à faire remettre, dans une des salles du rez-de-chaussée du bureau de l'état civil, tous les objets destinés à cette exposition, et de faire en sorte que les marchands débiteurs déifiant faciliter autant que possible l'envoi de ces objets en France, prendra les dispositions nécessaires pour les expédier, dans des colis solidement conditionnés, par le transport *Calypso*, qui est attendu en mars à Papeete.

Les plus grands soins seront pris pour la conservation des objets envoyés, qui recevront la destination que voudront leur donner les propriétaires après l'exposition ; ils pourront être vendus en France le plus avantageusement possible, suivant le désir que chacun fera connaitre au moment du dépôt de ses produits. 3—3

PARTIE NON OFFICIELLE

Nouvelles des îles Sandwich.

Par l'arrivée de la goélette américaine *Hawea* nous avons reçue une collection de l'*Hawaian Gazette* du 12 novembre 1874 au 27 janvier 1875. Le roi des îles Sandwich s'est embarqué pour San Francisco le mardi 17 novembre à bord du navire de guerre américain *Bentley*. Il est accompagné de commissaires ayant pour mission de faire un traité de réciprocité avec les Etats-Unis. La *Gazette* fait le remarque que le roi Kalakaua aura l'honneur d'être le premier prince régnant qui ait jamais visité les Etats-Unis depuis leur indépendance contre l'Angleterre.

Avant de déposer le roi à son arrivée, le prince Loleiaho, qui règne du royaume depuis sa absence, le 24 novembre, le prince-régent a reçu au palais d'Iolanai les divers commissaires ou conseils des puissances étrangères, et qui ont présenté le personnel de leurs légations. M. Ballieu, commissaire et conseil de France, a été nommé conseiller au régent.

Prince, je suis heureux de l'occasion que Votre Altesse Royale me donne de lui offrir mes compliments au commencement de sa régence. L'absence du roi laisse une grande lacune au sein de notre administration, qu'il a quitté dans l'intérêt de la paix et de l'ordre. Votre Altesse saura, et je suis sûr que le prince, aujourd'hui, combler ce真空. La France, d'ailleurs, profite toujours les plus sincères sentiments d'amitié pour le peuple hawaïien, et je ne négligerai pas de vous en renouveler la prière si l'occasion s'en présente.

Le régent a répondu :

« Monsieur Ballieu, j'égraine le plus grand plaisir à recevoir le représentant de la France, qui a toujours montré la plus grande amitié pour ce royaume et pour le peuple hawaïien, et à la conviction que vous donnez à nos relations avec cette nation une grande sécurité. »

Le 26 novembre, on a fêté le centenaire de l'indépendance du royaume par la France et la Grande-Bretagne. Un salut a été tiré à mi-dépôt par la batterie de terre et les navires de guerre. Un goûter a été donné par le ministre de l'Intérieur au régent, aux membres du corps diplomatique et consuls.

ture, et à cheval, et à plusieurs autres personnes de distinction, qui ont accompagné cet amusant accès de ce réjouir, ont passé la journée à rouler et en courses de chevaux, dont ils sont très-satisfaits.

On attendra le voilier le 15 février ou le 1^{er} mars. Un grand navire a été mis à quai le 25 janvier dans le but de faire des préparatifs pour assurer son arrivée. Il a été reçu aux États-Unis avec des commentaires que le peuple hawaïen comprend la nécessité de marquer son retour par une réception des plus brillantes.

Le 14 novembre a eu lieu à Kealakekua Bay, île Hawaï, l'inauguration d'un monument érigé par souscription à la mémoire du capitaine Cook. Le monument se trouve à environ quinze ou vingt pieds de la pierre sur laquelle l'illustre navigateur se tenait debout lorsqu'il a été frappé mortellement avec son pétard à environ 175 mètres de l'île. Le cordon faisant face à la mer, où il gît en cercle l'inscription suivante : « A la mémoire du commandeur James Cook, capitaine de la marine royale, qui découvrit ces îles le 18 janvier 1770 et tomba près de ce lieu le 14 février 1779. Ce monument a été érigé en novembre 1874 par quelques-uns de ses compatriotes. » Près de la pyramide que l'on vient d'édifier se trouvent les débris d'un premier monument que l'on avait tenté d'y construire, dans le même endroit, mais qui n'a pas duré longtemps.

A quelques pieds plus loin existe aussi un cimetière, un trou dans lequel des officiers du navire anglais *Hawea* ont jadis closé plusieurs plongeurs au cuivre portant des inscriptions qui rappellent le lamentable événement.

Le temps a été favorable à l'observation du transit de Vénus par les quatre astromètres qui avaient fait à Honolulu leur station.

La colonisation française et la colonisation anglaise.
Nous avons, à quelques heures de nos voiles, une colonie qui égale presque la France pour l'étendue de territoire, qui commence à l'ouest par l'océan Atlantique, et s'étend à l'est jusqu'à 369 millions, et dont bien peu de gens s'occupent. On fait autour d'elle le silence, non pas faute de sympathie, mais par ignorance et par préjugé. On aise de dire et de croire que nous sommes de mauvais colonisateurs, bien des gens s'en vont répétant que la conquête et l'occupation de l'Algérie ont été une impéritie.

Nous sommes d'une opinion tout à fait différente. A nos yeux, si la France doit jouer à l'échiquier un grand rôle dans l'Afrique, il est moins important d'avoir une colonie dans l'Afrique. Nous avons la chance fortunée d'être la seule puissance civilisée qui soit solidement assise dans cette contrée si vaste et encore presque inconnue : l'Algérie au nord, le Sénégal à l'ouest, ce sont à deux bases pour nos opérations civilisatrices. L'Angleterre, il est vrai, possède au Sud de ce continent de vastes territoires, le Cap et Natal ; mais il est évident que la situation des possessions anglaises est beaucoup moins favorable que celle des possessions françaises. Les colonies anglaises de la Grèce et de l'Asie sont évidemment plus distinguées de l'Europe et placées à l'extrémité de l'Afrique, au sommet du triangle qui forme cette péninsule. Le rayonnement des colonies britanniques sera donc beaucoup moins étendu que le rayonnement des colonies françaises. En outre, ce que l'on ignore trop, nous avons à l'heure actuelle en Algérie plus de colons européens que n'en comptent le Cap et Natal réunis. D'après le recensement de 1872, il y a en Algérie, en dehors des 244,000 Européens, 100,000 colons, et le décret établissant en 1869 la colonie, qui contenait 167,531 habitants et celle de Natal 17,200, soit ensemble 304,600 habitants de race européenne ; c'est, on le voit, les quinze cinquièmes seulement de la population européenne de l'Algérie. Cependant le Cap est une colonie vieille de trois siècles, ayant une étendue de territoire qui équivaut aux neuf dixièmes de la France, possédant, en outre, des avantages naturels pour la production de la laine, pour la culture de la vigne et offrant aussi l'attrait des mines précieuses. Quant donc à nous, nous ne sommes pas sûrs que notre population européenne de l'Algérie est infinitésimale, on ferait bien de réfléchir un peu et de comparer notre œuvre à celle de plusieurs nations qui ont une haute renommée coloniale.

Le chiffre des exportations de l'Algérie est plus du double de celui des exportations du Cap et Natal réunis. En 1872, les exportations algériennes se sont élevées à 164 millions de francs. En 1870, d'après le *Colonial Statistical Abstract*, le Cap exportait pour 20,000 millions de francs, Natal pour 33,200,772 francs, soit environ 2 millions de livres, et 75 millions de francs. On voit combien est grande la supériorité de notre récente colonie algérienne sur les colonies anglaises du Sud de l'Afrique, qui sont cependant sept ou huit fois plus âgées.

Mais ce n'est pas au Cap et à Natal, dira-t-on, c'est à l'Australie qu'il faut comparer l'Algérie ; alors on se trouve humilié et presque déçue. Nous pourrions lever quelques objections prétables contre ce parallèle. Néanmoins nous l'acceptons. Aussi bien que l'Algérie, l'Australie a été colonisée par les hommes qui la mesurent et les progrès de leur développement. On parle de toutes ces choses en termes vaguus et sans y rien entendre. Attirons-nous-y pour donner à nos lecteurs quelques idées exactes.

Voici, d'après le *Colonial Statistical Abstract*, publié par le gouvernement britannique en 1872, quelle était, à la fin de l'année 1870 au commencement de 1871, la situation des colonies australiennes, pour nous servir du mot qui convient à tout ce groupe de possessions : « Les colonies australiennes sont le principal. Ce groupe renferme sept colonies distinctes, dont cinq sont situées au continent australien, et deux sont des îles plus ou moins éloignées. La Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, l'Australie du Sud, l'Australie de l'Ouest, et en dernier lieu Queensland, voilà les cinq colonies continentales ; l'île de Van Diémen ou de Tasmania et la Nouvelle-Zélande, voilà les deux possessions distinctes, dont la dernière est très-chétaine au point de vue, mais que l'on a l'habitude de réunir aux premières. Ces sept colonies, au 1^{er} juillet 1870, avaient une population de 4,915,000 âmes ; leurs importations totales en 1870, se sont élevées à 28,463,000 liv. st., c'est-à-dire 660 millions de francs, et leurs exportations, si l'on en déduit les métiers précieux, à 17,056,000 liv. st., c'est-à-dire 430 millions de francs environ.

Voilà, certes, un développement merveilleux. Loin de nous la folle idée de vouloir atténuer l'admiration qu'il doit exercer chez tous les hommes qui s'intéressent au progrès social ; mais il convient d'en tirer un peu plus dans les détails. De ces sept colonies australiennes, il n'y en a que trois qui n'ont pas eu depuis vingt-cinq ans, comme précieux auxiliaire de la colonisation, la découverte de

mines d'or ; ces trois colonies, moins favorisées que leurs sœurs, sont l'Australie du Sud, l'Australie de l'Ouest et Van-Diémen ou Tasmania. Ces trois possessions sont fort bien dosées par la nature ; elles sont au plus haut degré propres à l'agriculture : elles ont fait de grands progrès, mais qui n'ont rien d'extraordinaire pour nous. Van-Diémen a eu des habitants de 185,000 dans la colonie en 1867, ce qui est un développement moins rapide que celui de l'Algérie, puisque de 1832 à 1872 la population européenne de ce dernier pays a passé de 18,000 à 245,000. L'Australie du Sud, dont le vaste territoire est si fertile, a fait, il est vrai, plus de progrès : en 1871, elle a 185,628 habitants, tandis qu'elle n'en avait que 63,000 en 1850 : la population d'origine européenne y a donc triplé, tandis que dans le même espace de temps elle n'a qu'à double en Australie du Sud, et voilà la cause de la différence dans le taux de population quand une nation a devancé un congénier. Quant à l'Australie de l'Ouest, sa population a quadruplé en ces vingt années ; mais comme elle est encore faible ! En 1850, elle était d'environ 6,000 habitants ; elle monte à 25,000 en 1871. Les progrès n'ont été vraiment extraordinaires que dans les colonies surfeuses, la Nouvelle-Galles, Victoria, la Nouvelle-Zélande et Queensland. Encore doit-on dire que ces deux dernières, de dépendance récente, ont obtenu un résultat tout à fait considérable. À Queensland on compte 415,567 habitants en 1871, et à la Nouvelle-Zélande 256,000.

Ainsi, en comparant l'Algérie aux colonies anglaises non autorisées, nous ne voyons pas de spectacle qui soit de nature à nous décourager. Notre possession africaine peut parfaitement supporter la comparaison avec le Cap et Natal, avec la Tasmanie et l'Australie du Sud ou de l'Ouest ; elle est légèrement inférieure, comme vitesse de développement, à une seule de ces cinq colonies ; elle l'emporte, au contraire, sur les autres.

Examיננְד le progrès des colonies australiennes depuis leur fondation jusqu'à l'heure présente, c'est-à-dire en y comprisant la Nouvelle-Galles, Victoria, Queensland et la Nouvelle-Zélande, jusqu'à la découverte des mines d'or, et rapprochons toujours la situation de ces possessions britanniques et celle de l'Algérie. On sait comment est répondu notre colonie : c'est dans le courant de l'année 1830 que le premier soldat français débarqua sur le sol africain ; il y a donc 44 ans ; mais peut-on dire que la colonisation date de là ? Il est difficile de la faire sérieusement remonter avant 1836, épouse de l'île avancée, lorsque l'Algérie fut annexée à l'Algérie. Mais l'Algérie, la plupart des commentaires suivant l'armée ou l'administration de tous ordres. Quoi qu'il en soit, notre colonie a 44 ans au plus, et l'on peut même dire, si l'on décompose les cinq ou six premières années uniquement employées à la conquête, qu'elle n'a que 38 ans.

L'Australie, au contraire, date de 1787. C'est dans le courant de cette année que la frégate *Sirius* aborda à Botany-Bay (Nouvelle-Galles) et débarqua ses 500 prisonniers, et que le 26 janvier 1788, la petite colonie pénitentiaire fut transportée à Sydney. Dès 1790 commença la concession de terres aux prisonniers. Le premier ballot de laine australienne fut exporté à Londres en 1807, et dès 1820 la colonie en exportait 100,000 livres. De 1787 à 1832 la déportation ne cessa pas un instant, et, d'après le principal écritain anglais sur la colonisation, Mervilla, ou transporta dans cette période à la Nouvelle-Galles et à Van-Diémen 102,957 condamnés. On voit, l'Australie australienne a été fondée par déportation, soit à peu près le double de l'Algérie.

Pendant ces quinze-quarante années premières de la colonisation australienne et jusqu'à l'exploitation des mines d'or en 1851, le progrès de ces colonies ne fut guère plus rapide que celui de l'Algérie. En 1830, c'est-à-dire quarante-trois ans après le débarquement du premier convoi de condamnés, la Nouvelle-Galles du Sud ne comptait que 100,000 habitants, et l'Australie du Sud, lorsque les premières années furent ajoutées, n'avait pas plus de 150,000. L'Australie australienne aussi bien que l'Algérie actuellement l'Algérie. Outre cette époque où fut de grands sacrifices pour attirer les colons ou les y transporter gratuitement d'Angleterre, on employait le prix de la vente des terres à subventions ainsi l'émigration. Néanmoins, en 1850, juste au moment de la découverte des mines d'or, la population de toutes les colonies australiennes ne mesurait encore qu'à 505,900 habitants d'origine européenne, et lorsque l'Algérie, 284,000 habitants, fut annexée à l'Algérie. Les colonies de l'Angleterre dans cette partie du monde, avaient à cette époque deux fois plus d'habitants européens que n'en possède aujourd'hui l'Algérie, mais il ne faut pas oublier que la colonisation de l'Australie datait alors de soixante-trois ans, tandis que celle de l'Algérie ne date qu'à quarante-quatre ans. Dans la période décennale de 1830 à 1839 l'émigration libre, quoique très-largement subventionnée, ne porta en Australie que 33,274 personnes, soit une moyenne de 3,327 par an. Ensuite, de 1840 à 1850, l'émigration fut de 126,347 émigrés libres, la plupart subventionnés, ce qui fait une moyenne annuelle de 12,693. Ce n'est que depuis la découverte des mines d'or que l'émigration a été portée à une moyenne annuelle de 50,000 âmes.

Nous nous sommes arrêté à cette comparaison d'une jeune colonie française avec de vigoureuses et prospères colonies anglaises, parce qu'il est un débat qui rend toute grande comparaison impossible, c'est le débat sur l'émigration, mais nous avons pris parti pour la France, si de nous-mêmes. Elle n'aurait pu avoir un développement plus rapide, si l'on n'avait pas commis de fautes, et l'on ne s'était pas abandonné à quelques chimères, comme celle du royaume arabe ; peut-être, au lieu de 250,000 Européens, ent-on pu en installer en Afrique 500,000, si l'on n'avait pas, à un certain moment, découragé l'immigration, si l'on eût adopté un bon régime de distribution des terres, si l'on eût relâché dans une mesure raisonnable les liens de la réglementation. Mais si l'on peut regretter les erreurs et les défauts du passé, il ne faut pas considerer le succès du siècle précédent comme compromis. Sa croissance n'a pas été sensiblement plus lente que celle des plus belles colonies du monde. Plusieurs causes naissent à l'Algérie : la France n'a pas un grand appétit des vastes quantités de terre ; nos habitudes administratives sont tracassères ; mais nous ne crions pas de dire que ce qui a mal le plus jusqu'ici à l'Algérie, c'est une mauvaise renommée et le défaut de confiance en son pouvoir. C'est à ce défaut de confiance, elle mérite pas ceci, que l'on a fait le facil de le lui sauver. Nous considérons tout à nous, l'Algérie comme la plus grande chance qu'ait la race française d'exercer désormais dans le monde une grande influence.

(*Économie française.*)

Paul LENOT-BEAUJEU.

